



SÉANCE DU 4 OCTOBRE 2024

NÉCROLOGIE D'YVES ROLAND-BILLECART

par Rémy RIOUX

Membre titulaire de la 2^e section

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire perpétuel,
Chères Consœurs et chers Confrères,

Il est certainement difficile de parler d'Yves Roland-Billecart après la notice que vous lui avez consacrée, Monsieur le Secrétaire perpétuel, dans le message où vous nous annoncez son décès. Yves Roland-Billecart fut dix ans au service de l'Algérie et de la Tunisie et vingt-deux ans un dirigeant de l'AFD, au sein de laquelle je lui ai succédé, trente-sept ans après son départ ; il fut aussi membre de notre Compagnie ces vingt-cinq dernières années. Comment mieux dire que toute sa vie fut « vouée au développement », selon le titre qu'il a donné à son autobiographie professionnelle ; sa vie est si riche et complexe qu'il m'a paru souhaitable, sans revenir sur tout ce que vous avez déjà écrit, et selon la tradition, de prononcer l'éloge de notre confrère.

Pour rester dans les limites habituelles de ces hommages, je n'évoquerai aujourd'hui que trois des dimensions de son parcours exceptionnel : comment il fut attaché à approfondir une expertise des questions de développement, comment il fut sensible aux terrains, investi dans les projets, et comment il fut discret, pour mieux écrire une page importante de notre histoire.

ATTACHÉ À APPROFONDIR UNE EXPERTISE DES QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT

Comme plusieurs hommes du développement à l'inspection des finances, tels son prédécesseur André Postel-Vinay, ou Philippe de Seynes – qui fit carrière aux Nations unies –, il n'a à l'origine pas de lien direct avec les colonies. En effet, c'est à la faveur de son stage ENA en Algérie qu'il découvre ce monde. Indigné par la situation qu'il observe, son rapport sans concession le conduit au bord de l'exclusion de l'école – dont il sortira pourtant parmi les premiers – jusqu'à l'inspection des finances. Est-ce l'expérience de ce stage qui le fait choisir, au début de sa carrière, un poste d'assistance technique en Tunisie, auprès du ministre des Finances (il y reste en 1957-1958) ? Il est ensuite appelé aux affaires algériennes jusqu'en 1967, où il rejoint la Caisse centrale, et où il succède à André Postel-Vinay en tant que membre du conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement (jusqu'en 1989). Tout en étant membre du conseil général de la Banque de France, il sera, outre son mandat à la Caisse centrale, directeur général de deux autres institutions : l'Institut d'émission des départements d'outre-mer et celui d'outre-mer (pour les TOM) de 1979 à 1989, qui avaient alors notamment pour mission d'orienter le crédit en faveur du développement, par un mécanisme de réescompte préférentiel. Puis, à la fin de sa vie professionnelle, il fut choisi par les administrateurs de la compagnie Air Afrique pour devenir président de cette entreprise africaine internationale.



En 1967, il apportait à la Caisse centrale un atout majeur : la fusion avec la CEDA (Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie) qu'il dirigeait depuis 1962. Son engagement en Algérie ouvrait, pour l'avenir de la Caisse centrale, la voie à des interventions « hors champ ». Dès son arrivée, anticipant l'élargissement des activités de l'établissement à de nouveaux secteurs et de nouveaux métiers, il promut l'ouverture du recrutement à des ingénieurs, des architectes et des économistes, qui se substituèrent à la génération de ceux qui, avec un profil bancaire ou ENFOM, avaient connu la période coloniale.

Ses multiples missions alimentaient sa conception de stratégies pour les pays qu'il visitait, et lui donnaient la conviction de l'intérêt d'ouvrir les activités de la Caisse centrale comme les arguments pour le plaider auprès des ministères. Fort de cette connaissance du terrain, il aborde la question du développement par une pensée forte, déclinée dans le rapport Gorse, en 1971. Ce rapport est un des éléments fondateurs de la politique française, que la continuité avec la politique coloniale avait jusqu'alors fait légitimer davantage par les élaborations stratégiques multilatérales – et notamment celles, à Paris, du Comité d'aide au développement et, à New York, du Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, dirigé par Philippe de Seynes de 1955 à 1975. Il fallait à cette somme stratégique une déclinaison politique française, qui fut élaborée par de grands rapports publics, au premier rang desquels ce rapport Gorse, qui propose une vision claire du système français face à la prolifération des institutions, des guichets et des procédures qui prévalait alors, pour répondre non plus à une série de situations, mais à la question du développement abordée globalement.

Ce rapport, au succès d'audience d'abord limité, a pourtant marqué au-delà du Premier ministre qui l'avait commandité, pour se décliner bien des années plus tard dans une série de réformes qui ont pratiquement pris fin avec la loi du 4 août 2021. Yves prenait soin d'actualiser chaque année les observations de son rapport dans le cours qu'il professait à l'Institut d'études politiques de Paris, jusqu'à la fin des années 80.

C'est que le temps de l'action collective est long, comme on l'observe avec l'histoire de la mobilisation pour le climat depuis le rapport du Club de Rome, il y a plus de cinquante ans. C'est sans doute pour cela qu'Yves Roland-Billecart s'est efforcé de durer dans notre monde professionnel. Pourtant, il fut le premier de mes prédécesseurs à être nommé pour un mandat à durée déterminée – d'une durée de trois ans. Ce premier mandat a été reconduit trois fois, sous deux présidents de la République différents et trois septennats présidentiels, y compris une période de cohabitation. Avec André Postel-Vinay, qui avait exercé ces fonctions de 1943 à 1973, ils représentent une présence tuilée de quarante-sept ans, qui commence en 1942 et prend fin en 1989, l'un et l'autre étant restés ensuite en lien avec l'AFD et ses agents. Tous deux, qui s'accordaient sur la vision stratégique, ont consacré leur vie à l'établissement, à la hauteur de l'exigence qui tient au service d'une politique du temps long.

SENSIBLE AUX TERRAINS, INVESTI DANS LES PROJETS

La politique de développement prend le plus souvent la forme de projets. Yves les parcourait, inlassable. S'il ne connaissait pas en 1967 l'Afrique au sud du Sahara, sa figure y devint vite familière, car il aimait le terrain et écoutait les hommes du terrain, qu'il connaissait individuellement et à qui il accordait sa confiance.

Il avait d'ailleurs choisi, pour la couverture de ses mémoires professionnelles, une photo qui le montre en chemise et baskets, sur une piste guinéenne où figure, au deuxième plan, un taxi-brousse qui a versé et bloqué la voie. C'est l'image sans protocole d'un homme au contact des obstacles et qui



y retrouve ses manches. Un film, dans nos archives, le montre en 1987 s'adressant en Mauritanie à des agriculteurs, sur un ton qui n'a rien de différent de celui qu'il employait quelques heures avant avec le ministre, car à ses yeux ils n'avaient pas moins d'importance que celui-ci : tous allaient faire bouger les lignes.

DISCRET...

Il a beaucoup écrit mais peu publié, davantage soucieux de faire progresser sa pensée pour mieux l'énoncer et la partager, que de la diffuser largement.

Outre les mémoires qu'il nous a confiées, il nous laisse son rapport et le photocopié de ses enseignements à Sciences Po, qui mériterait une analyse par les historiens du développement. Certes, ce photocopié était le résultat d'un travail collectif qu'il orchestrait, mais il exprime sa pensée, tant par son résultat que par la façon collégiale dont le texte a été écrit.

Cette discrétion nous expose au risque de sous-estimer sa contribution aux Outre-mer, qui sont au cœur de ce qui nous rassemble. Heureusement, vers la fin de sa vie, il écrivit à deux reprises des mémoires : les premières sur sa vie professionnelle, que nous avons publiées ; les secondes sur sa famille et sa vie plus personnelle, qu'il a réservées à son cercle familial et amical, tout en en confiant un exemplaire à nos archives. Il s'est réjoui, en explorant sa généalogie, d'y trouver une double ascendance d'esclaves, d'un côté à La Réunion et de l'autre en Guyane. Tenait-il par là à naturaliser ce sens du développement qui l'a impulsé jusqu'au bout ? Avec ses successeurs, à l'initiative d'Antoine Pouillieute, il s'était engagé au début de l'été en faveur de la politique de développement, par une tribune qui l'a beaucoup animé. Il nous quittait six semaines plus tard.

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire perpétuel,
Chères Consœurs et chers Confrères,

Yves Roland-Billecart, qui avait été élu en décembre 1999, a prononcé à 95 ans mon « discours d'installation » le 13 mai 2022. Il était alors, et est resté jusqu'au bout, en bonne forme physique et intellectuelle ; l'effort qu'il m'a ce jour-là consacré a beaucoup de prix pour moi, car il m'a paru qu'en le prononçant, non seulement il faisait preuve d'amitié à mon égard, mais qu'en outre il m'inscrivait dans sa filiation intellectuelle. J'en retiens avec vous aujourd'hui le sentiment d'une ardente obligation envers les citoyens des territoires avec lesquels nous sommes en relation. ○